

CONVENTION OPERATION COLLECTIVE AU TITRE DU FISAC

Opération collective en milieu urbain

Commune de Montélimar (26)  
OBJET : OCMU- Commune de MONTELMAR

ENTRE

L'Etat représenté par :

La Direction Générale des Entreprises du Ministère de l'Economie et des Finances,  
d'une part

ET

La commune de Montélimar (26) maître d'ouvrage, représenté par son Maire,

D'autre part,

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme, représentée par son Président
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme, représentée par son Président
- La Société coopérative d'intérêt collectif « Hello Montélo », représentée par son Président
- L'Association Cœur de Ville », représentée par son Président

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE :**

**Présentation et situation de la commune :**

Contexte

La commune de Montélimar occupe une situation stratégique à la croisée d'itinéraires de flux que constituent l'axe rhodanien et les accès à l'Ardèche méridionale à l'ouest et aux Baronnies provençales à l'Est.

En lien avec ce positionnement stratégique, l'économie locale s'est fortement développée dans les secteurs des transports et de la logistique, à l'origine du cinquième pôle logistique de la vallée du Rhône. Le tissu économique est également marqué par le dynamisme du secteur de l'énergie (nucléaire, hydraulique, énergies renouvelables), une solide représentation des fonctions de la distribution et du bâtiment, sans oublier la présence des Nougatiers qui font la réputation de la capitale Montilienne.

Montélimar connaît ainsi une dynamique démographique et productive sur son territoire, avec l'implantation et le développement d'entreprises phares, pourvoyeuses d'emplois, en périphérie de la ville. Cependant, la part des bas revenus est importante et l'accès à l'emploi et à la formation, au logement, l'amélioration des conditions du développement de l'artisanat et du commerce de proximité constituent des enjeux forts pour la ville.

Pour répondre au défi de la revitalisation de son centre-ville, la ville mandatait une première étude urbaine en 2016 et signait en 2018 avec l'ensemble des partenaires une convention « Action Cœur de ville », reconnue depuis janvier 2020 comme opération de revitalisation territoriale.

#### Caractéristiques et fonctionnement de l'offre commerciale, artisanale et de services à Montélimar :

Le territoire communal présente des indicateurs qui révèlent une certaine dynamique commerciale et un fort rayonnement de Montélimar : 1722 établissements commerciaux, artisanaux et de services dont 574 activités commerciales ; un taux de commercialité de 33%, une densité de 45 activités pour 1 000 habitants.

Il offre ainsi une bonne diversité de l'offre commerciale notamment sur les achats occasionnels, mais la part importante des services non commerciaux tend à se développer.

Elle se caractérise également par une multi polarisation atypique pour une ville de cette taille et une concentration d'ensemble commerciaux au sud avec un nombre important de discounters, notamment dans le secteur non alimentaire.

Pour le centre-ville, les principales caractéristiques de l'offre commerciale, artisanale et de services sont synthétisées ci-dessous, à partir des travaux réalisés par AID Observatoire, et les partenaires consulaires.

En termes d'atouts :

#### **Peu de concurrence à proximité de la zone de chalandise :**

Le secteur de Montélimar est relativement éloigné des pôles urbains régionaux, de sorte que l'offre commerciale de Montélimar rayonne sur une zone de chalandise large (112 500 habitants et 89 500 pour le centre-ville, source CCID).

#### **Une offre commerciale diversifiée et attractive :**

- Offre commerciale diversifiée de par les catégories de produits proposés permettant de répondre à la majorité des besoins des habitants de la zone de chalandise
- Une offre commerciale et de services également diversifiée à l'échelle du centre-ville permettant de maintenir un taux de commercialité satisfaisant

#### **Le marché du samedi qui constitue une véritable locomotive**

#### **Des locaux globalement bien entretenus et attractifs :**

- 41% des locaux sont jugés attractifs (enseigne, devanture, vitrine, ...)

#### **Un environnement urbain globalement favorable à l'attractivité**

- Une offre de stationnement présente aux abords immédiats du centre ancien
- Des axes de circulation qui permettent de traverser l'écusson et de capter des flux
- Une architecture et un patrimoine bâti à valoriser

#### **En termes de faiblesses :**

#### **Une forte dominance des grandes et moyennes surfaces commerciales en périphérie**

- Fort développement en zone commerciale Sud, principalement en ensembles commerciaux
- Part de marché du centre-ville (13%) dans la moyenne basse des villes de taille similaire

#### **Une surcapacité d'immobilier commercial en partie inadapté en centre-ville**

- Une centaine de locaux commerciaux surnuméraires (Le centre-ville de Montélimar est petit par sa taille, mais dense, composé de 350 commerces et services actifs, et de 120 locaux inactifs, ce nombre est conséquent par rapport à la dimension de la ville et de la zone de chalandise.
- Des locaux commerciaux de petite taille, parfois difficilement accessibles

#### **Un taux de vacance important**

- 26% de taux de vacance en centre-ville, à relativiser selon les secteurs
- Des locaux vacants présents sur les principaux linéaires commerciaux du centre-ville

#### **Une capacité d'innovation limitée**

- Une offre commerciale globalement conventionnelle
- Peu de marketing

La commercialité du centre-ville est ainsi marquée par des signes de fragilisation, la vacance progresse avec un mitage des linéaires commerciaux y compris sur le linéaire principal et les portes d'entrées. Un déséquilibre

s'installe entre commerce de proximité et espaces périphériques de flux ; la pérennité des activités est également dépendante des stratégies des enseignes nationales et tributaire de la transmission complexe des activités tenues par des professionnels « historiques ».

La commune dispose d'atouts certains avec une zone de chalandise étendue et une réelle dynamique démographique, impliquant une croissance de marché, facteur de base favorable (compte tenu du rythme d'évolution démographique et de la sociologie des ménages, on peut estimer le nombre de ménages à 2019 à environ 53.500 ménages). Tenant compte de ce potentiel de consommation et au regard de la densité de l'offre existante (le centre ancien « intra muros » propose 200 locaux actifs), un potentiel théorique de 40 (ré) implantations a pu être estimé en mai 2019 (expertise Pivadis).

Renforcer l'attractivité commerciale de Montélimar nécessite cependant certains pré-requis liés :

- Au nécessaire changement d'image du centre ancien qui doit se doter d'une véritable identité
- Rendre accessible et lisible cette richesse de l'offre commerciale et artisanale (non perceptible tant à partir des abords du cœur de ville qu'au sein même du cœur de ville)

De plus, le maintien et l'accueil d'activités impliquent de développer une véritable stratégie commerciale ; en effet le centre-ville décompte aujourd'hui 120 locaux vacants, d'où la nécessité :

- De resserrer le linéaire commercial et de prioriser des cibles de commercialisation en tenant compte des évolutions du marché (liés notamment au potentiel d'activités liés aux achats plaisir et à la restauration)
- De préserver des jalons clés dans l'hyper centre, de traiter des secteurs de liaisons avec une mixité d'usages (commerces, services,...).

Ce positionnement commercial nécessite une nécessaire adaptation de l'offre : qualification des locaux d'activités, intégration de nouvelles pratiques, modernisation de l'offre (intégration du numérique,...) avec le développement de nouveaux services en adéquation avec les attentes des consommateurs.

La mobilisation de l'outil FISAC doit permettre d'accompagner la mise en œuvre de ces orientations, qui s'inscrivent dans le cadre d'un partenariat actif en faveur de l'économie de proximité et la reconquête du centre-ville.

Dans ce cadre, plusieurs initiatives ont été menées :

En terme d'investissement :

- La requalification urbaine de l'hyper centre (reconquête de la place des Halles, rénovations des axes structurants,...)
- L'exercice du droit de préemption pour la remise sur le marché de logements et locaux commerciaux dans des secteurs stratégiques (ilot des Halles)
- L'aide à la rénovation des devantures commerciales dans le cadre d'une opération façade renforcée, (délibération de juin 2019),
- L'aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine (délibération du 09 décembre) et conventionnement avec la Région Rhône Alpes Auvergne, sur les investissements éligibles au FISAC pour concentrer les moyens et proposer un financement avec un véritable effet levier pour les porteurs de projets.
- L'aménagement d'un local « Hello Montélo », vitrine du commerce local, lieu d'information et de rencontre des acteurs économiques en centre-ville (décembre 2019)

D'ingénierie :

- La mobilisation d'une expertise commerciale pour la spatialisation et la priorisation des actions de développement commercial (financée par la Banque des Territoires- mai/juin 2019)
- L'organisation d'ateliers participatifs sur la thématique de la vacance et de la digitalisation du commerce (mai 2019)
- La structuration d'un collectif pour la redynamisation commerciale et la création d'outils mutualisés (dans le cadre de l'appel à projet Economie Sociale et Solidaire du Département de la Drôme) :
- Définition d'une identité visuelle, et développement de la plateforme numérique « Hello Montélo ».
- Création de la SCIC, regroupant les associations économiques (Centre-Ville, Cap au Nord et Montélimar Sud, le coopérative d'activités Prisme et la Ville (délibération du 09 décembre 2019)

- La sélection de la ville de Montélimar à l'appel à projet Economie de proximité du conseil régional pour le déploiement du projet de plateforme numérique/conciergerie (décembre 2019).

La ville souhaite également s'appuyer sur son réseau de partenaires tels que les chambres consulaires, pour poursuivre les missions d'accompagnement des commerçants et artisans.

D'animation commerciale :

Parmi ces partenaires, la ville peut compter sur la mobilisation du réseau associatif, avec le soutien apporté à l'Association Cœur de Ville qui a déjà manifesté son intérêt pour la réalisation d'une opération collective et sa volonté de porter une programmation événementielle qui contribue à la dynamisation du centre-ville.

## **ARTICLE 1 : Objectifs de l'opération**

Les enjeux pour le centre-ville de Montélimar s'articulent autour de 5 priorités et des objectifs opérationnels qui en découlent :

### **Immobilier commercial**

- ⇒ Se doter d'une stratégie immobilière et de gestion des locaux commerciaux visant à enrayer la progression de la vacance et à maîtriser l'implantation de nouvelles activités
- ⇒ Développer une intervention foncière sur les emplacements clefs, directe (acquisition) ou indirecte (accompagnement du privé).

### **Commercialité**

- ⇒ Développer une ambition, une nouvelle image du centre-ville
- ⇒ Adopter une attitude proactive auprès des porteurs de projets, s'engager dans une démarche de commercialisation s'appuyant notamment sur un observatoire continu
- ⇒ Proposer des outils et dispositifs innovants adaptés aux nouveaux modes de consommation (plateforme numérique, conciergerie,...)
- ⇒ Adapter l'offre aux nouvelles exigences de la clientèle que ce soit en terme d'offre commerciale sédentaire et non sédentaire (marché du centre-ville).

### **Environnement urbain**

- ⇒ Travailler sur la vacance commerciale pour limiter leur impact sur la qualité de l'environnement urbain
- ⇒ Poursuivre la requalification des espaces publics pour améliorer l'ambiance d'achat
- ⇒ Réviser l'accès au centre-ville : signalétique et stationnement
- ⇒ Faire participer les professionnels au projet de qualification urbaine en incitant à la rénovation de leur devanture, à la qualification de leurs locaux, impliquer les acteurs économiques dans l'amélioration de l'ambiance d'achat

### **Accompagnement des professionnels**

- ⇒ Accompagner les porteurs de projet qui souhaitent s'implanter à Montélimar
- ⇒ Acculturer les professionnels à l'évolution des comportements d'achats et à l'usage du numérique
- ⇒ Accompagner les professionnels pour développer leur activité (coaching, agencement,...)
- ⇒ Moderniser les locaux commerciaux afin de gagner en attractivité

### **Animation / dynamique collective**

- ⇒ Accompagner et soutenir les actions collectives mises en œuvre pour la mutualisation de moyens et d'outils (plateforme numérique, conciergerie,...)
- ⇒ Développer des actions collectives et mutualiser les initiatives avec les équipements/associations culturels et touristiques de Montélimar
- ⇒ Développer des actions de communication et de marketing territorial pour valoriser l'offre commerciale du centre-ville

## **ARTICLE 2 : Partenariat**

Cette démarche collective réunit les partenaires signataires suivants :

- Les services de l'Etat (DGE),
- La commune de Montélimar,
- Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme,
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme,
- La Société coopérative d'intérêt collectif « Hello Montélo »,
- L'Association Cœur de Ville »,

Autres partenaires :

- Le Conseil régional (conventionnement avec la Ville pour la mise en place d'une aide aux PTE/PME avec point de vente et vitrine, appui financier dans le cadre de l'appel à projet « Economie de proximité,...)
- La Banque des Territoires (au titre d'Action Cœur de Ville et notamment de son accompagnement en ingénierie)
- Le Département (conventionnement avec la Ville au titre du dispositif Villes et villages du 07/01/2020)
- Montélimar Agglomération

### **ARTICLE 3 : Périmètre territorial de l'opération**

Les actions sont menées sur le territoire de la commune de Montélimar. Le périmètre d'éligibilité correspond au périmètre mentionné dans le périmètre de la candidature ou périmètre « Action Cœur de Ville » reconnu périmètre ORT.

### **ARTICLE 4 : Montant de la subvention attribuée au titre du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC)**

Par décision n°19-0262bis du 07/02/2020 modifiant la décision du n°19-0262 en date du 13/12/2019, le Ministre en charge du commerce et de l'artisanat a attribué au bénéficiaire « Commune de Montélimar (26) » une subvention de 134 284,00 € pour le financement de l'opération collective en milieu urbain sur le périmètre d'Action Cœur de Ville.

Cette subvention se décompose en :


- **fonctionnement** : une subvention de 72 034,00 € calculée sur la base d'une dépense subventionnable de 276 105,00 €.
- **investissement** : une subvention de 62 250,00 € calculée sur la base d'une dépense subventionnable de 405 000,00 €.

Le Maire de la Commune de Montélimar (26), maître d'ouvrage de l'opération, est seul bénéficiaire et responsable de la subvention FISAC.

Les actions financées par le FISAC figurent dans les tableaux en annexe 1 jointe à la présente convention.

#### **ARTICLE 5 : Modalités de règlement de la subvention**

La subvention sera versée par l'organisme mandaté par l'Etat au bénéficiaire suivant : «Commune de Montélimar (26)» sur le numéro de compte bancaire suivant :

Libelle du compte : Trésorerie de Montélimar
 Code banque : 30001 – Code guichet : 00556
Numéro de compte : C2650000000 – Clé RIB : 87 IBAN : FR673000100556C265000000087

Cette subvention sera versée de la façon suivante :

- **Fonctionnement :**

La subvention de fonctionnement sera versée selon les modalités suivantes :

- 40 % du montant de cette subvention soit 28 813,60 €, après signature de la présente convention.
- 30 % après consommation à hauteur de 80 % de l'avance versée, sur présentation des justificatifs correspondants (factures, bulletins de salaires...)
- le solde qui ne peut être inférieur à 30 % après production des documents ci-après présentés conformément au tableau de financement figurant à l'annexe 2 de la présente convention :
- un compte-rendu technique de réalisation des actions,
- un bilan financier comprenant :
  - a) un tableau récapitulatif des dépenses effectuées visé par le maître d'ouvrage et le comptable public présenté conformément au tableau figurant à l'annexe 1 de la présente convention. **Ce tableau devra mentionner également les dépenses effectuées au titre des actions non financées par le FISAC.**
  - b) la copie des justificatifs de ces dépenses (factures, bulletins de salaires...). **Les factures seront ventilées par action conformément au tableau figurant à l'annexe 2 de la présente convention. Ce tableau fera également état des conditions de réalisation des actions non financées par le FISAC.**

Les originaux des justificatifs seront conservés par le maître d'ouvrage en vue d'un contrôle éventuel.

- **Investissement :**

Une avance correspondant à 40 % de la dotation se rapportant aux aides directes aux entreprises pourra être versée après signature de la présente convention.

#### **Pour les autres actions d'investissement :**

La subvention d'investissement pourra ensuite être versée par acomptes (2 au maximum), chaque fois sur production d'un bilan financier comprenant :

a) un tableau récapitulatif des dépenses effectuées, visé par le maître d'ouvrage et le comptable public, présenté conformément au tableau figurant à l'annexe 1 de la présente convention. **Ce tableau devra mentionner également les dépenses effectuées au titre des actions non financées par le FISAC.**

b) la copie des justificatifs de ces dépenses. **Les factures seront ventilées par action conformément au tableau figurant à l'annexe 2 de la présente convention. Ce tableau fera également état des conditions de réalisation des actions non financées par le FISAC.**

Les originaux des justificatifs seront conservés par le maître d'ouvrage en vue d'un contrôle éventuel.

Le solde ne peut être inférieur à 30 % du montant de la subvention d'investissement.

Remarque :

Qu'il s'agisse du volet fonctionnement ou du volet d'investissement, le maître d'ouvrage s'engage à verser à ses partenaires, aux termes d'une convention particulière de délégation de crédits, les subventions relatives aux opérations que ces derniers mènent directement.

La subvention qui sera effectivement versée au titre du FISAC tient compte non seulement du degré de réalisation des actions financées par ce Fonds mais également du degré de réalisation du projet dans son ensemble, ce qui inclut les actions cofinancées par des partenaires autres que le FISAC.

**ARTICLE 6 : Suivi de l'opération – Comité de pilotage**

**Le comité de pilotage est composé des membres suivants:**

- le préfet ou son représentant,
- le Maire de Montélimar ou son représentant,
- le Président de l'Association Cœur de Ville ou son représentant,
- le Président de la CCI ou son représentant,
- le Président de la CMA ou son représentant
- le Président de la SCIC ou son représentant

Le comité de pilotage veillera à la bonne réalisation du programme faisant l'objet de la présente convention. Il se réunira au minimum une fois par an.

Il peut se doter d'un règlement intérieur régissant son fonctionnement.

**Article 7 : Evaluation**

Ainsi que le prévoit l'article 6 du décret n° 2015-542 du 15 mai 2015, le maître d'ouvrage de l'opération doit, dans les six mois qui suivent l'achèvement de l'opération, fournir des justificatifs sur l'emploi de l'aide reçue et remettre au ministre en chargé du commerce et de l'artisanat un rapport présentant les modalités de réalisation de l'opération, les ajustements éventuels par rapport au projet initial et les premiers effets de l'aide reçue.

Ce rapport d'évaluation présentera un bilan technique et financier du programme d'actions réalisé et sera transmis à la Direction Générale des Entreprises.

**Article 8 : Communication**

Le maître d'ouvrage s'engage, d'une part, à mentionner l'existence de l'aide de l'Etat au travers du FISAC et son montant dans les documents d'information, les outils de communication ou les panneaux de chantier et, d'autre part, à donner accès à toutes les informations utiles sur l'opération aidée ainsi qu'aux données économiques et financières permettant d'évaluer les effets ou l'impact de l'opération sur une période de cinq ans.

Il s'engage également à faire réaliser par un tiers une évaluation objective de l'opération, après mise en concurrence, qui permette de comparer la situation antérieure à la situation résultant des actions aidées.

#### **Article 9 : Reversement de la subvention FISAC**

Aux termes de l'article 9, 1<sup>er</sup> alinéa du décret n°2015-542 du 15 mai 2015, les aides qui, dans un délai de trois ans à compter de la notification de la décision d'attribution de subvention au bénéficiaire, n'auront pas été utilisées totalement ou partiellement, conformément à l'objet pour lequel elles ont été attribuées, donneront lieu à remboursement. Elles seront recouvrées par l'organisme mandaté par l'Etat à cette fin sur décision du Ministre en charge du commerce et de l'artisanat.

#### **ARTICLE 10 : Durée de la convention**

La présente convention est effective à la signature et est conclue pour une durée de trois ans dont le point de départ est la date de notification de la décision FISAC à son bénéficiaire, soit le 13 décembre 2019, conformément aux dispositions de l'article 9, 1<sup>er</sup> alinéa du décret susvisé du 15 mai 2015.

#### **ARTICLE 11 : Dénonciation et résiliation de la convention**

Les parties concernées se réservent la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 12 : Règlement des différends**

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement à l'amiable dudit litige. En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif compétent.

Fait à :

Pour la commune de Montélimar,  
Le Maire

Pour la Direction Générale des Entreprises  
Le Chef du Pôle Economie des Territoires

Julien CORNILLET

Romain TALAMONI

Pour la Chambre de Commerce et  
d'Industrie de la Drôme,  
Le Président

Pour la Chambre de Métiers et de  
l'Artisanat de la Drôme,  
Le Président

Alain GUIBERT

Frédéric REGNIER

Pour La Société coopérative d'intérêt  
collectif « Hello Montélo »,  
Le Président

Pour l'Association Cœur de Ville »,  
Le Président

Pascal COLOMBAIN

Pascal COLOMBAIN



## ANNEXE 1

### Tableau récapitulatif

#### FONCTIONNEMENT (en euros H.T.)

##### I - Actions financées exclusivement par le FISAC

ACTIONS	COUT PREVU	BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT FISAC	%
Actions de confortement des parcours marchands	12 675,00	12 675,00	3 803,00	30,00
Manager du commerce	50 000,00	50 000,00	15 000,00	30,00
Création d'une vitrine numérique pour les commerçants artisans	66 600,00	66 600,00	13 320,00	20,00
Stratégie commerciale et prospection d'activités à forte VA	10 000,00	10 000,00	3 000,00	30,00
Elaboration d'une stratégie et plan de communication annuel	20 000,00	20 000,00	6 000,00	30,00
Détection des projets et appui à l'innovation des entreprises commerciales et artisanales	20 547,00	20 547,00	4 109,00	20,00
Mise en place d'actions de street marketing	8 000,00	8 000,00	2 400,00	30,00
Etude de positionnement merchandising	15 000,00	0,00	0,00	0,00
Mise en place d'un coaching pour 30 commerçants	27 450,00	27 450,00	8 235,00	30,00
mise en place de temps forts d'animations et manifs commerciales	20 000,00	20 000,00	6 000,00	30,00
Sensibilisation des entreprises aux usages numériques	20 833,00	20 833,00	4 167,00	20,00
Elaboration et déploiement d'un marketing de CV	16 680,00	0,00	0,00	0,00
Etude de potentiel en immobilier commercial	15 000,00	0,00	0,00	0,00
Evaluation du dispositif	12 000,00	12 000,00	3 600,00	30,00
Action de valorisation des savoir-faire	8 000,00	8 000,00	2 400,00	30,00
<b>TOTAL</b>	<b>322 785,00</b>	<b>276 105,00</b>	<b>72 034,00</b>	<b>26,09</b>

## II - Actions non financées par le FISAC

ACTIONS	COUT PREVU
Elaboration d'une charte d'occupation du domaine public	0,00
Etude et accompagnement à l'évolution des marchés	0,00
Mise en place d'AAP pour pépinière	0,00
Elaboration d'une charte de livraison	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>

## INVESTISSEMENT (en euros H.T.)


### I - Actions financées exclusivement par le FISAC

ACTIONS	COUT PREVU	BASE SUBVENTIONNABLE	MONTANT FISAC	%
Rénovation de la signalétique	30 000,00	30 000,00	6 000,00	20,00
Mise en place d'aide à l'investissement	375 000,00	375 000,00	56 250,00	15,00
<b>TOTAL</b>	<b>405 000,00</b>	<b>405 000,00</b>	<b>62 250,00</b>	<b>15,37</b>

Taux de financement de l'opération globale par le FISAC (fonctionnement + investissement) = (Montant FISAC/Base subventionnable (pour actions financées par le FISAC) + Coût prévu (pour actions non financées par le FISAC))

**ANNEXE 2 :**

**Tableau récapitulatif des dépenses réalisées pour chaque action**

Envoyé en préfecture le 04/08/2020  
Reçu en préfecture le 04/08/2020  
Affiché le   
ID : 026-212601983-20200730-20200730\_222D-DE

Fonctionnement :

ACTIONS	BASE SUBVENTIONNABLE HT	SUBVENTIONS FISAC	%	DATES FACTURES	NOMS PRESTATAIRES	LIBELLE PRESTATIONS	MONTANT PRESTATIONS HT
Actions financées par le FISAC							
Sous-Total Fonctionnement							
Actions non financées par le FISAC							
Sous-Total Fonctionnement							
Total général							

Investissement :

ACTIONS	BASE SUBVENTIONNABLE HT	SUBVENTIONS FISAC	%	DATES FACTURES	NOMS PRESTATAIRES	LIBELLE PRESTATIONS	MONTANT PRESTATIONS HT
Actions financées par le FISAC							
Sous-Total Investissement							
Actions non financées par le FISAC							
Sous-Total Investissement							
Total général							

NB : ces tableaux seront accompagnés d'une copie des justificatifs de dépenses correspondants (factures,...).